

CHRONIQUE

SOCIÉTÉS

Académie Nationale de Metz

Séance du 10 janvier 2002

Le président fait part du décès à Sarreguemines le 23 décembre 2001 de M. Henri Hiegel, professeur honoraire du lycée Jean de Pange de Sarreguemines, membre honoraire.

Le Dr François Jung présente une communication sur l'iconographie de saint Sigisbert. Le Ban-Saint-Martin s'est développé autour d'une abbaye, Saint-Martin-devant-Metz, fondée au VII^e siècle, dont Sigisbert III, roi d'Austrasie, fut le protecteur et qui abrita sa sépulture durant neuf siècles. Son effigie figure depuis le XIII^e siècle sur le contre-sceau de l'abbaye de Saint-Martin. Plusieurs sculptures lui sont consacrées : statues aujourd'hui disparues du cloître de Saint-Denis, ou ornant de nos jours les façades de la cathédrale de Nancy et de l'église Sainte-Ségolène de Metz. L'une des portes de la basilique Saint-Epvre de Nancy est ornée d'un bas-relief le représentant ; la même église contient une statue de bois du saint, au même titre que l'église paroissiale du Ban-Saint-Martin. Dans le domaine de la peinture on relève trois grandes huiles sur toile ainsi que la fresque de la voûte de la cathédrale de Nancy, évoquant des épisodes de la vie du saint-roi. Son portrait figure également sur une peinture murale de l'église Saint-Joseph de cette ville. Le Musée lorrain conserve, quant à lui, une peinture sous verre et une cire habillée sur lesquelles est représenté le saint.

Des vitraux lui ont été consacrés. La chapelle de l'école Saint-Sigisbert de Nancy possédait trois verrières évoquant sa vie ; détruites pendant la dernière guerre elles ont pu être reconstituées. On le retrouve également parmi les vitraux des églises Saint-Léon et Saint-Joseph de Nancy. L'église de Longwy-Haut, dédiée à saint Dagobert, fils de Sigisbert III, possède un vitrail évoquant les deux saints personnages. Dans le Pays messin, on retrouve saint Sigisbert dans des vitraux ornant la chapelle de Belletanche et l'église du Ban-Saint-Martin.

Cette communication suscite les interventions de MM. Rouillard, Jolin, Jacques Jung, Nauroy, Wagner, Lallemand, Collin, du R.P. Ledure et de Mme Kuhn.

M. Pierre Chaunu, professeur émérite à la Sorbonne, membre de l'Institut et M. le doyen Jean Schneider sont nommés membres d'honneur de la compagnie.

Séance du 7 février 2002

M. François Belin, membre associé-libre est promu au rang de membre titulaire (rapporteur M. Henrion). Mme Jeanne-Marie Baude, professeur émérite de l'Université de Metz, et M. Jean Lazare, pharmacien-biologiste, sont élus membres correspondants (rapporteurs M. J. Hennequin et J.-M. Rouillard). MM. Lucien Henrion et Michel Hocquard présentent ensuite une communication conjointe sur : « Léon Ignace Mangin, martyr, fils de la Moselle ». M. Henrion introduit le sujet. Léon Ignace Mangin est par sa mère

fils de Saint-Avold et cousin du Père Braun. M. Hocquard prend le relais et narre la vie de celui qui est son petit cousin. Il dit sa vocation précoce, dès sa première communion, sa scolarité partagée entre Beauregard, Saint-Clément, puis Amiens. Novice à Saint-Acheul, il dut, par suite de l'expulsion des Jésuites hors de France, continuer ses études à Louvain, où il devient professeur au collège Saint-Servais de Liège. C'est alors qu'il fut recruté pour s'en aller servir en Chine. Parti de Marseille en septembre 1882, il arriva à Tientsin six semaines plus tard, termina ses études de théologie, reçut le diaconat en 1885, la prêtrise en 1886 et entra dans l'apostolat actif qu'il exerça dans le district de Koutcheng. En 1890, il est nommé ministre de la section de Ho Kien Fu. A la fin de 1897, il est dépêché dans la section, plus méridionale, de Kin Tcheou. De graves événements se préparaient : le jeune empereur de Chine manquant d'autorité, les vice-rois appliquaient ou n'appliquaient pas les décisions impériales. Des bandes rebelles se répandirent un peu partout. Parmi elles les « Boxers » fanatisés voulurent éliminer les Européens et les chrétiens. Le père Mangin resta au milieu de ses chrétiens, au village de Tchou Kia Hoe où il fut tué lors d'une attaque des Boxers le 20 juillet 1900. Il n'avait pas encore 43 ans. 50 ans plus tard le pape Pie XII le proclama bienheureux. Jean-Paul II le canonisa le 1^{er} octobre 2000 à la basilique Saint-Pierre de Rome.

Cette communication appelle des questions de MM. Rouillard et Grossmann.

Séance du 7 mars 2002

Mme Demarolle prononce l'éloge de M. Marcel Lutz, décédé en juillet 2000. M. Jean-Paul Petit, membre correspondant est élu membre associé-libre (rapporteur Mme J. Demarolle).

Mme Nadia Devinoy présente une communication sur les places et leur rôle dans la ville. Elle affirme que la place est un monument et que l'important est le rapport entre le non-bâti et son environnement bâti. Les anciens ont inventé la place- agora ou place-forum comme centre de la vie privée et publique. La place doit être fermée ou presque. Elle doit être en rapport avec les édifices qui l'entourent : une place trop grande déclenche l'agoraphobie, et marque la mégalomanie de ses concepteurs, une place trop petite est étouffante. Au XIX^e siècle naît la conception des places-carrefour conçues pour favoriser la circulation. Il existe des places-parvis, des places militaires, des places « forum », des places de marché, des places informes dont le type est la place de la République à Metz. Mme Devinoy souhaite que les urbanistes et ceux qui se disent tels n'ignorent plus les leçons du passé. Cette communication suscite un long débat au cours duquel interviennent M. Becker, Jung, Jolin, Rose, Grossmann, Hennequin, Mégly, Hamel, Rouillard.

Puis M. Jean-Paul Petit présente une communication sur « L'archéologie aujourd'hui ». Jusqu'aux années 1960-1970, et même jusqu'en 1980, l'archéologie métropolitaine était en France l'affaire de quelques dizaines de chercheurs, universitaires ou érudits locaux ; l'essentiel de l'activité archéologique était bénévole souvent à travers les associations. La plupart des archéologues, qui ont aujourd'hui quelque responsabilité, ont fait leurs débuts sur des chantiers de bénévoles comme celui de la villa de Saint-Ulrich conduit par Marcel Lutz, ou de la villa du Heidenkopf mené par Jean Schaub. Cette activité archéologique était réglementée par la loi du 27 septembre 1941. Ses articles principaux subordonnent toute fouille archéologique à l'autorisation de l'Etat

(Ministère de la Culture). Il s'agit d'une législation contraignante et fortement centralisée. Cette loi s'est retrouvée, à partir des années soixante-dix, confrontée aux chantiers ouverts sous la pression économique, en milieu urbain comme en milieu rural.

La situation va se modifier progressivement sous la poussée des archéologues professionnels et bénévoles. Les archéologues ont choisi de se battre et d'occuper le terrain. Leur passion à sauver le patrimoine qui disparaît sous les engins suscite des mouvements de sympathie et le soutien de la presse régionale que les archéologues apprennent à mettre de leur côté pour faire « pression » sur les aménageurs. C'est ainsi que s'est mise en place, petit à petit, une doctrine, jamais écrite, mais de plus en plus largement respectée, la prise en charge, dans un cadre contractuel, du financement des fouilles par l'aménageur. Mais ces opérations, en raison de leur ampleur vont exiger de plus en plus de personnels que les directions des Antiquités et les bénévoles ne peuvent plus fournir. C'est ainsi que va se développer l'AFAN, Association pour les fouilles archéologiques nationales, de nature paraministérielle qui, à partir des années 90, devient une association d'intérêt général agissant sous le contrôle de l'Etat.

La politique pratiquée par les services de l'Etat consiste en l'évaluation du patrimoine archéologique par la mise en place d'une carte archéologique recensant le maximum de sites et par le recours à des sondages systématiques, opération suivie, en cas de nécessité de fouilles dont le financement échoit complètement ou en grande partie à l'aménageur. Ce système de politique contractuelle mise en place, qui ne repose que sur une base réglementaire très faible va montrer ses limites à partir des années 1995. Une nouvelle loi enfin votée en 2000 crée un Etablissement Public Administratif (de droit public) à qui l'Etat confie les diagnostics et les opérations d'archéologie préventive. Il définit également le mode de financement de l'archéologie préventive.

Cette période de 20 ans de fuite en avant qui a profondément transformé les pratiques archéologiques en les professionnalisant et qui a abouti à la mise en place de cette loi, a aussi profondément transformé la pratique de l'archéologie qui s'attache aujourd'hui à replacer les vestiges dans un contexte plus large : spatial, en tenant d'intégrer les sites dans leur environnement naturel, social et ethnographique en cherchant à reconstituer la vie quotidienne (techniques artisanales et agricoles, échanges, structure sociale...). L'élargissement du champ des recherches a pu se faire grâce à une collaboration avec d'autres disciplines, sciences de la nature (sédimentologie, botanique, archéozoologie, anthropologie, biologie) et sciences physico-chimiques (chimie organique et minérale, métallographie).

Des questions sont posées par MM. Rouillard, Rose, Schontz et Mme Demarolle, qui évoque le choix obligé des archéologues.

Séance du 4 avril 2002

M. Pierre-Edouard Wagner, membre correspondant est promu au rang de membre associé-libre (rapporteur M. Michaux). Le médecin-général Jacques Délivré est élu membre correspondant (rapporteur M. Rose).

M. Alain Cullière présente une communication sur « Les querelles de Jacques Garnier à Metz de 1562 à 1566 ». Ancien jacobin d'Avignon, sa ville

natale, Jean Garnier, réfugié à Strasbourg en 1544 s'en était fait expulser l'année suivante pour cause de difficultés avec le milieu, majoritairement luthérien. Après un séjour à la cour du Landgrave de Hesse puis à l'université de Marburg où il enseigna la théologie, Jean Garnier arriva à Metz où régnait une tolérance certaine. Prédicateur infatigable, doué d'une éloquence « excessive », Garnier entretenait la polémique autour des questions essentielles de la Réforme. Son langage provocateur finit par lasser même son entourage et amena les autorités municipales à l'éloigner (en octobre 1566). Après quelques années tout aussi tumultueuses, il mourut à Cassel en 1574. C'est à l'aide de documents jusqu'alors inexploités que M. Cullière évoque le « zèle indiscret » de Garnier qui, devenant atteinte à l'ordre publique, obligeait les municipalités à expulser un prédicateur toujours prêt à l'affrontement.

Puis, M. Jean Moes retrace la participation de Goethe à la campagne de France d'août à octobre 1792. Le rôle de Goethe pourrait être comparé à celui d'un correspondant de presse qui n'aurait consigné ses souvenirs que 20 ans après les faits observés. Dans son ouvrage « La campagne de France », sans négliger les opérations militaires qu'il accompagnait, Goethe insiste sur le pays et les gens tels qu'il avait pu les voir. Les coalisés venaient en France, persuadés que leur arrivée soulèverait l'enthousiasme des civils restés majoritairement acquis à la Monarchie. Le début de la campagne sembla leur donner raison. La progression fut rendue difficile par le mauvais temps, par la résistance des troupes françaises qui faisaient preuve d'un grand patriotisme, par l'hostilité des autochtones qu'augmentait le fait que les soldats vivaient sur l'habitant. Goethe fut très surpris de visiter des villes cossues et des villages bien construits, des maisons joliment aménagées et des champs et vignes soigneusement cultivés. La retraite, dont les motifs ne sont toujours pas bien éclaircis, se transforma en débâcle. Goethe garda, cependant, un excellent souvenir des cantonnements chez l'habitant où il eut l'impression de faire une intrusion « dans un monde idyllique digne d'Homère ».

Plusieurs questions sont posées par MM. Michaux, Jung et Rouillard.

Séance du 2 mai 2002

M. Eugène Voltz, prononce l'éloge de Henri Hiegel, membre honoraire, décédé le 23 décembre 2001. Une médaille est remise à M. René Bour, entré à l'Académie en 1951, pour fêter ses cinquante années de présence.

M. Marie-Bernard Diligent, membre associé-libre, est promu au rang de membre titulaire (rapporteur M. Jacques Hennequin).

M. Jean-François Muller présente une communication sur l'eau, « l'or bleu de demain ». Il fait un bref historique de l'utilisation de l'eau, principe de vie en Egypte où elle était utilisée de façon rationnelle, puis de l'organisation de la distribution de l'eau par les Romains. Aujourd'hui, les besoins en eau sont tels que celle-ci devient un enjeu. M. Muller entretient ensuite l'Académie de la gestion messine de l'eau : les sources de Gorze qui alimentaient la ville-gallo-romaine fournissent encore 10 % de nos besoins, le barrage d'Arnaville qui récupère les eaux du lac de Madine satisfait 60 % de ceux-ci. MM. Hocquard, Jolin et Jung posent des questions.

M. Gérard Nauroy présente ensuite une « relecture de la Vie anonyme de saint Arnoul : entre vérité historique et motifs hagiographiques ». La *Vita* ano-

nyme, écrite au milieu du VII^e siècle peu de temps après la mort d'Arnoul, est le principal document qui nous renseigne sur la vie, l'activité publique et la personnalité de celui qui, conseiller des rois d'Austrasie, Clotaire II et Dagobert, et évêque de Metz entre 613 et 629, se retira, à la fin de sa vie, dans un ermitage au Mont Habendum, près de Remiremont, pour y mener une existence d'ascétisme et de spiritualité.

Ce témoignage d'un contemporain, dont la sincérité et la véracité ne semblent pas devoir être mises en doute, mérite cependant d'être examiné dans le contexte d'un genre littéraire, la *Vie du saint ermite*, qui avait pris le relais, après la paix de l'Eglise, des *Passions* et *Actes de martyrs*. L'auteur a choisi un récit chronologique, auquel il ne renonce que pour regrouper au milieu de sa biographie quelques-uns des miracles accomplis par Arnoul. Il met l'accent sur l'aspiration à la vie monastique et la pratique érémitique du saint confesseur, plus que sur le rôle politique et pastoral de l'homme d'Etat et d'Eglise. Ne demandons donc pas à cette pieuse hagiographie ce qu'elle ne se propose pas de nous offrir et ne nous étonnons pas de n'y pas trouver mention de toute une série d'épisodes de la vie publique d'Arnoul connus par d'autres sources.

On observe, en revanche, que cette *Vita*, sans que cela remette nécessairement en cause la valeur historique de son témoignage, s'inscrit dans la tradition d'un genre littéraire dont elle reprend la plupart des motifs topiques, au point qu'il n'est pas un épisode de la vie d'Arnoul qui ne trouve un modèle dans des *Vies* de saints évêques de l'antiquité tardive, comme celle d'Ambroise de Milan narrée par son secrétaire Paulin, celle d'Augustin d'Hippone due à Possidius, ou ce best-seller de la littérature hagiographique que fut la *Vie de Martin de Tours* par Sulpice Sévère. La *Vita Arnulfi* doit aussi beaucoup à des *Vies* de Pères du désert ou d'ermites comme la *Vie d'Antoine*, d'Athanase d'Alexandrie, qui avait été, elle aussi, dès le milieu du IV^e siècle, un étonnant « succès de librairie », rapidement traduit du grec du latin. En particulier, la nature et la structure des miracles attribués à Arnoul rappellent des exemples antérieurs. Cette biographie dévote d'un témoin oculaire s'inscrit, en fin de compte, dans le vaste courant qui, depuis le IV^e siècle, porte des chrétiens, clercs ou laïcs, vers la vie retirée loin du monde, mouvement qui avait été ranimé, à la fin du VI^e siècle, par l'action du moine irlandais Colomban, fondateur d'un monastère à Luxeuil. Pour rendre pleine justice au biographe d'Arnoul, il faut donc renoncer aux distinctions, parfois fallacieuses, que notre époque établit entre histoire et légende : pour l'homme dévot du VII^e siècle, la légende est une expression de la vérité, ornée mais transcendante, inspirée par Dieu, portée par la *vox populi*, ce qui lui confère une autorité supérieure à celle de toute enquête purement historique.

MM. Grossmann, Délivré, Hiegel et Mme Laurette Michaux posent des questions.

Séance du 13 juin 2002

Après l'approbation des propositions de prix présentées par les présidents des commissions, et celle du rapport financier par le trésorier M. Gérard Schnitzler, il est procédé aux élections du bureau pour l'année académique 2002-2003. M. Jean Lesage est réélu président. M. Gilbert Rose est élu vice-président, Mme Anne Stamm est reconduite pour un an dans ses fonctions de secrétaire-adjointe. M. Gilbert Percebois est réélu pour deux ans au conseil d'administration.